

ACTES UNILATÉRAUX

La caducité administrative

BIENS ET TRAVAUX

L'appropriation des édifices du culte

Fonds de commerce sur le domaine public : la cession « administrée »

CONTENTIEUX

Le caractère inquisitoire de la procédure administrative contentieuse

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Les mutations de l'actionariat public

DROITS ET LIBERTÉS

Le principe de laïcité et les menus scolaires

ENVIRONNEMENT

La notion de compatibilité

FONCTION PUBLIQUE

Emplois à la décision du gouvernement : le cas des consuls généraux

DOSSIER

La responsabilité du fait des lois inconstitutionnelles ou inconvencionnelles

POLICE

Le préfet de zone de défense et de sécurité

URBANISME

La régularisation dans le contentieux de l'urbanisme

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

L'Italie vers la rupture de l'unité nationale ?

Le Tribunal suprême de Monaco et la Constitution monégasque

Cour administrative fédérale d'Allemagne : le droit des subventions



DIRECTION

Directeurs :

Pierre Delvolvé et Pierre Bon

Secrétaire général :

Dominique Pouyau
Professeur émérite de l'Université
Paris Descartes

Secrétaire général adjoint :

Coralie Mayeur-Carpentier
Maître de conférences
à l'Université de Franche-Comté

31-35, rue Froidevaux,
75005 Paris cedex 14
E-mail rédaction : rfd@daloz.fr
(pour les auteurs voir encadré
en 3^e de couverture)

PRÉSIDENT,

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Philippe Déroche

ÉDITION

Rédacteur en chef technique :

Raphaël Henriques
Première secrétaire de rédaction :

Marie-Anne Sebbar

Secrétaire de rédaction unique :

Marie Thomas

Tél. : 01 40 64 12 81

Fax : 01 40 64 54 66

E-mail : m.thomas@daloz.fr

Chargé d'édition numérique :

Jean-Marc Pastor

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Directrice des abonnements :

Yvette Nay

80, avenue de la Mame - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92

Responsable relation clients :

Gizette N'koua

Tél. : 01 40 92 20 85

Revue bimestrielle (6 numéros par an)

Prix de l'abonnement 2019 TTC (1 an) :

France	479,87 €	Prix au numéro :	
DOM	495,15 €		100,06 €
Étranger	500,29 €		

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.

Tous les volumes des revues antérieures à 1999 sont réimprimés par Schmidt Periodicals GmbH (Dettenford - D-83075 Feinbach - Allemagne).

ÉDITIONS DALLOZ

Société par actions simplifiée

en capital de 3 956 040 euros

Siège social :

31-35 rue Froidevaux - Paris 14^e

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811 Z

TVA FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

CPPAP n° 1023 T 83763

ISSN 0763-1219

Imprimé en France par JOUVE

1, rue du Dr Sauvé - 53100 Mayenne

Dépôt légal : Juillet 2019

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0 %

Prot : 0,02 kg/t

DOSSIER

391

La responsabilité du fait des lois inconstitutionnelles ou inconventionnelles

Présentation

par Pierre BON 391

France

par Agnès ROBLLOT-TROIZIER
et Michel VERPEAUX 393

Allemagne

par Félix SCHUBERT
et Philippe COSSALTER 404

Belgique

par Francis DELPÈRE 421

Espagne

par Luis Maria DIEZ-PICAZO 427

Italie

par Jean-Jacques PARDINI 434

Royaume-Uni

par John BELL 444

RUBRIQUES

447

ACTES UNILATÉRAUX

La caducité administrative

par Pauline PARINET-HODIMONT 447

BIENS ET TRAVAUX

De l'appropriation des édifices du culte

par Christian LAVIALLE 461

La cession « administrée » d'un fonds de commerce exploité sur le domaine public

par Paul-Maxence MURGUE-VAROCLIER 471

CONTENTIEUX

Contribution à la théorie des normes jurisprudentielles : la généalogie du caractère inquisitoire de la procédure administrative contentieuse

par Frédéric ROLIN 481

DROIT PUBLIC DE L'ÉCONOMIE

Les mutations de l'actionnariat public

par Sébastien BERNARD 489

DROITS ET LIBERTÉS

Le principe de laïcité et les menus de restauration scolaire

Conclusions sur cour administrative d'appel de Lyon, 23 octobre 2018, Commune de Chalon-sur-Saône, n° 17LY03323 et n° 17LY03328 (extraits)
par Samuel DELIANCOURT 499

ENVIRONNEMENT

Les incertitudes de la notion de compatibilité en droit de l'environnement

Note sous Conseil d'État, 21 novembre 2018, Société Roybon Cottages, n° 408175
par Agathe VAN LANG 509

FONCTION PUBLIQUE

Emplois à la décision du gouvernement : le cas des consuls généraux

Conclusions sur Conseil d'État, section, 27 mars 2019, Syndicat CFDT Affaires étrangères et autres, n° 424394 et autres
par Romain VICTOR 521

POLICE

Le préfet de zone de défense et de sécurité - Une autorité de police administrative générale et spéciale méconnue

par Rémi CAPART 537

URBANISME

La régularisation dans le contentieux de l'urbanisme

Conclusions sur Conseil d'État, section, 15 février 2019, Commune de Cogolin, n° 401384
par Louis DUTHEILLET DE LAMOTHE 543

DROIT ADMINISTRATIF COMPARÉ ET ÉTRANGER

L'Italie vers la rupture de l'unité nationale ?

par Carlo IANNELLO 555

Le Tribunal suprême de Monaco et la Constitution monégasque

Note sous Tribunal suprême de Monaco, 29 novembre 2018, Société anonyme monégasque Caroli Immo c/ État de Monaco, n° T2 2018-88
par Yves GAUDEMET 562

Jurisprudence de la Cour administrative fédérale d'Allemagne

Le droit des subventions
par Klaus RENNERT 570

TABLES

579